



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

A BRIGESTONE COMME AILLEURS, SOCIALISATION DES EMPLOIS ET DE LA PRODUCTION

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 25 / 09 / 2020

Bridgestone a annoncé sa décision de vouloir fermer définitivement l'usine de pneumatiques de Béthune : 893 emplois supprimés. Aux dires-mêmes de Bridgestone le covid n'est qu'un prétexte. En mai 2019 déjà, la direction de l'usine avait voulu imposer une baisse des salaires par un accord de performance collective, accord rejeté par les salariés lors d'un referendum d'entreprise. La restructuration mondiale du groupe avait déjà ciblé depuis des mois l'usine de Béthune. La députée MODEM du coin, alliée à la majorité, a reconnu qu'elle était à demi surprise, donc qu'elle savait à moitié. Oui, ils savaient et ils ont laissé faire.

La solution : l'expropriation

Comme les autres entreprises, Bridgestone a touché régulièrement des millions de subventions publiques depuis sa création en 1961. En 2019, Bridgestone a touché 1,8 million d'euros au titre du CICE. Et la région Hauts de France présidée par Xavier Bertrand a versé plus de 100 000 euros en 2017. Les autorités doivent rendre public le montant de toutes les subventions accordées à Bridgestone. Cet argent public a été volé : saisie immédiate des comptes des dirigeants ! A condition de le vouloir !

La fermeture est annoncée pour 2021. Un délai pour achever les contrats signés avec les fournisseurs et clients, et déménager les machines les plus modernes dans d'autres usines du groupe. Saisie immédiate de tous les biens, machines de Béthune et autres sites en France. L'expropriation, un gros mot ? Non, une simple mesure de justice.

En finir avec le capitalisme

Et les 893 salariés ? Encore moins qu'avant, le marché capitaliste est incapable de garantir l'emploi. Ni Bridgestone ni un hypothétique repreneur. Pendant des mois, l'Etat a financé le temps partiel de millions de salariés, ce qui aurait été jugé impossible auparavant. Outil industriel, salaires et emplois pourraient être socialisés pour que cette usine continue à produire à Béthune ce qui est important pour les besoins de tous.



Renault à Choisy-le-Roi, Mercedes à Hambach en Moselle, Bridgestone dans le Pas-de-Calais ont annoncé des fermetures d'usines. Quel que soit le pays du siège de l'entreprise, c'est une même politique. Aucune confiance envers ce gouvernement, tous les hypocrites, ces patrons qui font la loi. « L'accord de méthode » signé vendredi n'est qu'un leurre. La lutte, il n'y a pas d'autre moyen, chez Bridgestone comme ailleurs ! Ce scandale est porteur d'avenir si tout le mouvement social s'en empare.

Non à la fermeture de Bridgestone.

Maintien de tous les emplois !

Tous ensemble nous pouvons gagner !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



FACTURE COVID: LE MENSONGE DE MACRON

L'«argent magique» qui n'existait pas pour les hôpitaux a soudain coulé à flots depuis le Covid. Des milliards ont été empruntés par l'Etat, Le 14 juin à la télé, Macron promettait : « *Pas d'impôts nouveaux pour financer ces dépenses* ». Pourtant dès le lendemain, il faisait discrètement voter par les députés une loi transférant à la CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale) les dépenses liées au Covid (baisse de cotisations patronales, chômage partiel...): au total 286 milliards. La CADES, fondée en 1996 par Juppé pour nous faire payer les déficits de la Sécu prélève un impôt appelé CRDS sur nos salaires, pensions, allocations chômage... La CRDS devait s'arrêter en 2024, mais ce sera en 2042. Dix-huit ans de plus à payer à la place d'un prélèvement sur le « capital ». Et dans les hôpitaux, la situation n'a pas vraiment changé.

RECONVERSION OUI, A CONDITION QUE ...

Parmi les secteurs largement « aidés » par le gouvernement, l'automobile, l'aéronautique, les opérateurs télécom, les fabricants d'objets connectés ... Leur « relance toxique » est dénoncée par les milliers de jeunes anticapitalistes qui se mobilisent dans le monde entier. Les scientifiques nous alertent : la crise climatique est une catastrophe encore impossible à imaginer, qui nous attend si rien n'est fait. Une partie de la planète, où vit la majorité de la population mondiale, deviendrait inhabitable. Pour les capitalistes, c'est « après moi le déluge ». Produire toujours plus, consommer toujours plus... restructurations et licenciements sans fin, avec, au bout de la route, la catastrophe climatique. Réduire voire arrêter les productions inutiles ou polluantes et reconverter l'économie serait pourtant possible. Sans licenciement, en créant de nouveaux emplois. A une condition : ne pas laisser au patronat le droit de décider de notre avenir. Pour construire un autre futur, il faut mettre les banques et les groupes industriels, du commerce et des services sous le contrôle des salariéEs et de la population.

COVID : DES LOCAUX VIDES

Après plusieurs mois d'isolement, se retrouver entre collègues au TCR n'a pas été désagréable. Mais le départ des prestataires, l'incitation au 3/5 (60% de télétravail, 40% de présentiel), avant le futur plan de départ DA ont bien vidé les locaux. Covid ou pas, la direction va chercher à tirer profit de la situation pour individualiser encore plus, réorganiser les collectifs de travail et faire des économies de m². Si on lui laisse les mains libres, pas sûr que ça soit à notre avantage.

COMME UN AIR DE DEJA BU

Le nouveau PDG De Meo veut restructurer le groupe en BU (business units). Après les années Ghosn, il n'a guère de mal à passer pour un sauveur. Mais pas d'illusions. Le cloisonnement en 4 BU (RSA, Dacia, Alpine et une start-up « nouvelles mobilités » aux contours flous) va imposer à chacune de ces entités d'assurer sa rentabilité. Les méthodes de cost-killers sont toujours en vigueur.

ENCORE UN VISIONNAIRE AU TECHNOCENTRE

S'inspirant des « réussites » de PSA, Le Borgne, directeur de l'ingénierie, veut mettre en concurrence le TCR et même les sous-traitants avec les RTx. On voit déjà ce que ça peut donner si on laisse faire.

SMART HAMBACH, RENAULT FLINS, LARDY ...

Depuis quatre ans, par le chantage à l'emploi, les salarié.es de Smart ont dû signer des avenants à leur contrat de travail et travailler 39 h payées 37. Des sacrifices pour rien : début 2020 Daimler annonçait la fin de la production en France de la Smart. Un

repreneur, Ineos Alternative conserverait 5 à 700 emplois pour produire un énorme 4x4. Chez Renault, en plus de Choisy, Flins (délocalisation de la Clio) et Lardy (arrêt des projets moteur) sont menacés. La question de l'emploi et de la reconversion concerne toute l'industrie automobile et au-delà. Qu'attendent les directions syndicales pour offrir une perspective de mobilisation nationale sur la question ?



AUCUN ETRE HUMAIN N'EST ILLÉGAL

Pendant le confinement, des centaines de milliers de gens ont perdu leur boulot ou n'ont pas bénéficié du chômage partiel, tandis que les associations humanitaires cessaient leurs aides alimentaires. Les plus touchés : les jeunes en situation précaire et les travailleurs sans titre de séjour. Partout en France, des réseaux de solidarité de proximité ont permis d'éviter une catastrophe humanitaire. De ce mouvement est née l'idée d'une mobilisation pour la fermeture des Centres de Rétention, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers et le droit au logement. Parties de plusieurs villes, des « marches de solidarité » vont converger vers l'Élysée pour une grande manifestation nationale le 17 octobre. Parce que chaque être humain a droit à la dignité.